

M^{me} Phoebe OKOWA

(juge à dater du 12 novembre 2025)

Née à Kericho (Kenya), le 1^{er} janvier 1965.

Formation

Doctorat en droit international public, Université d'Oxford (1994) ; licence en droit civil, Université d'Oxford (1990) ; diplôme en pratique juridique, Kenya School of Law (1988) ; licence en droit (mention très bien), Université de Nairobi (1987).

Qualifications professionnelles

Avocate, membre du barreau du Kenya (depuis octobre 1990).

Fonctions et travaux académiques

Université Queen Mary de Londres, professeure de droit international public (depuis 2014 ; en congé de septembre 2025 à février 2027), maître de conférences en droit international public (2006-2014, *Reader* ; 2002-2006, *Senior Lecturer*) ; Université de Bristol, maître de conférences en droit (1994-2001).

Cours spécial intitulé « Historic Responsibility in International Law » (« La responsabilité historique en droit international »), Académie de droit international de La Haye (2026) ; chercheuse, programme PLANT (Program in Law and Normative Thinking), University Center for Human Values, Université de Princeton (2024-2025) ; maître de conférences, séminaire de droit international de Tokyo, ministère des affaires étrangères, Tokyo (2025) ; maître de conférences, cours régional de droit international des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Santiago (2024) ; professeure invitée, Graduate Institute of International and Development Studies, Genève (2024) ; maître de conférences, cours régional de droit international des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok (2023) ; professeure invitée, Katholieke Universiteit Leuven, Louvain (2023) ; maître de conférences, cours régional de droit international des Nations Unies pour l'Afrique (à l'intention des diplomates et des fonctionnaires gouvernementaux), Addis-Abeba (2020 et 2023) ; conférence sur la protection des ressources naturelles dans les situations de conflit armé, médiathèque de droit international des Nations Unies (2019) ; maître de conférences invitée, programme droit et développement, Université d'Anvers (2018) ; professeure invitée, faculté de droit, Université de New York (2015-2016) ; professeure vacataire, faculté de droit, Université Pace (2012-2013) ; professeure invitée, faculté de droit, Université de New York (2011-2012) ; professeure vacataire, Université catholique de Lille (2009-2010) ; maître de conférences, programme d'été, Erik Castrén Institute of International Law and Human Rights, Université d'Helsinki (2009) ; chercheuse invitée, Lauterpacht Centre for International Law, Université de Cambridge (2007) ; professeure invitée, Université de Stockholm (2006) ; chercheuse invitée, St John's College, Université d'Oxford (1995).

Fonctions et travaux juridiques

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies (2023-novembre 2025) ; présidente du comité de rédaction, 75^e session de la Commission du droit international des Nations Unies (2024) ; membre associée de l'Institut de droit international (depuis 2025) ; membre de la Cour permanente d'arbitrage (2017-2022) ; membre du comité sur la mise en œuvre transnationale du droit de l'environnement, International Law Association (1997-2006).

Membre du comité consultatif sur le règlement des différends internationaux, Centre for International Law, Université nationale de Singapour (depuis 2023) ; membre du conseil consultatif, British Institute of International and Comparative Law (depuis 2021) ; membre du conseil consultatif, Association africaine de droit international (depuis 2015) ; membre du comité exécutif, International Society of Public Law (2013-2022) ; membre du conseil consultatif international, Stockholm Centre for International Law and Justice (depuis 2006) ; membre, African Society of International Law (depuis 2000) ; membre, International Law Association, branche britannique (depuis 1995) ; membre, The Society of Legal Scholars (depuis 1993).

Codirectrice de collection (avec Roger O'Keefe), *Oxford Monographs in International Law*, Oxford University Press (2024-2025) ; membre du conseil consultatif de rédaction, *Max Planck Yearbook of United Nations Law* (depuis 2022) ; membre du conseil consultatif de rédaction, *Annuaire africain de droit international* (2020) ; codirectrice de collection (avec le professeur Malcolm Evans), *Foundations of Public International Law*, Oxford University Press (2005-2020) ; membre du comité de rédaction, *International Community Law Review*, Brill Nijhoff (2005-2018) ; codirectrice de collection (avec la professeure Malgosia Fitzmaurice), *Queen Mary Studies in International Law*, Brill Nijhoff (2002-2018).

Expérience en tant que conseil (liste non exhaustive)

Devant la Cour internationale de Justice : conseil de la Namibie, *Obligations d'Israël en ce qui concerne la présence et les activités de l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans le Territoire palestinien occupé et en lien avec celui-ci* (2024-2025) ; coconseil de la Confédération syndicale

internationale, *Droit de grève au regard de la convention n° 87 de l'OIT* (2024-2025) ; coconseil et avocate du Kenya, coconseil de la Namibie, coconseil de la Sierra Leone, coconseil de la Gambie, coconseil de la Commission des petits États insulaires, *Obligations des États en matière de changement climatique* (2023-2024) ; conseil et avocate de la Namibie, *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est* (2024) ; coconseil du Kenya, *Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)* (2019-2021) ; coconseil et avocate du Myanmar, *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)*, mesures conservatoires (2019-2020).

Devant d'autres juridictions régionales ou internationales : coconseil du Mozambique, coconseil de la Sierra Leone, coconseil de la Commission des petits États insulaires, Tribunal international du droit de la mer, *Demande d'avis consultatif soumise par la Commission des petits États insulaires sur le changement climatique et le droit international* (2023) ; coconseil et avocate de la République démocratique du Congo, Cour de justice de l'Afrique de l'Est, *République démocratique du Congo c. Rwanda* (2023-2025).

Expérience en tant que conseillère juridique (liste non exhaustive)

Membre du groupe d'experts sur l'évolution future de la Cour permanente d'arbitrage (2025) ; membre du groupe d'experts de l'UNESCO chargé de l'étude sur les conséquences juridiques de la violation de l'immunité des biens culturels sous protection renforcée (2025) ; membre du comité consultatif juridique, Commission des petits États insulaires et du droit international (2023-2025) ; formation sur les fondements des obligations en droit international à l'intention des avocats et diplomates érythréens, département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, Organisation des Nations Unies, Asmara (Érythrée) (2023) ; membre du groupe d'experts chargé de rédiger un document sur la conciliation devant être annexé à l'accord de Paris, International Council For Commercial Arbitration (2022-2025) ; mémoire d'*amicus curiae* concernant la mise en œuvre sur le plan national de traités prévoyant des obligations contradictoires, Cour fédérale du Canada (2020) ; conseillère d'un gouvernement sur les conséquences juridiques d'une dénonciation et d'un retrait de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (2019) ; avis juridique fourni au *Solicitor General* du Kenya aux fins de la préparation de l'intervention de celui-ci devant la Cour internationale de Justice dans le cadre de la demande d'avis consultatif sur les *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965* (2018) ; conseillère juridique auprès d'une ONG sur des questions de droit international, en particulier la mise en œuvre sur le plan national des obligations internationales découlant du Statut de Rome de la Cour pénale internationale en ce qui concerne une possible invocation de l'immunité (2015) ; consultante juridique auprès de Birdlife International/Nature Kenya en ce qui concerne la révision de la convention africaine de 1968 sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (2002) ; déléguée de Nature Kenya, Conférences des Parties, convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et convention sur la diversité biologique (2000) ; consultante, African Centre for Technology Studies, recherches sur la relation entre les droits de propriété privée et la protection de l'environnement (1990-1993).

Prix et distinctions honorifiques et académiques

Doctorat en droit (*honoris causa*), Université de Stockholm (2024) ; Elder of the Order of the Burning Spear (ancien de l'Ordre de la Lance ardente), pour services éminents en droit international, Gouvernement du Kenya (2022) ; lauréate du prix CB Madan, pour contributions à la primauté du droit sur le plan international, Université de Strathmore, Kenya (2022) ; bourse de recherche allouée pour un projet intitulé « International Law Questions Arising out of the Disintegration of the Democratic Republic of Congo » (« Questions de droit international soulevées par la désintégration de la République démocratique du Congo »), Arts and Humanities Research Council (2005-2006) ; bourse de recherche Wingate, travaux intitulés « State Responsibility in the Environmental Field » (« La responsabilité de l'État dans le domaine de l'environnement »), The Harold Hyam Wingate Foundation (1990) ; bourse du ministère des affaires étrangères et du Commonwealth (1988-1993) ; prix Kaplan et Stratton, décerné au meilleur étudiant de dernière année de la faculté de droit sur la base des résultats obtenus aux concours de plaidoiries et de l'essai présenté au titre du programme de quatrième trimestre (1988) ; prix Gandhi Memorial, décerné au meilleur étudiant de dernière année de la faculté de droit de l'Université de Nairobi (1987).

Sélection de publications

Ouvrages

Phoebe Okowa et Britta Sjöstedt, *Protection of Natural Resources in Situations of Armed Conflict* (à paraître) ; Phoebe Okowa et Jonas Ebbesson (sous la dir. de), *Environmental Law and Justice in Context* (Cambridge University Press, 2009) ; Phoebe Okowa, *State Responsibility for Transboundary Air Pollution in International Law* (Oxford University Press, 2000).

Chapitres d'ouvrages

Phoebe Okowa et Sean O'Reilly, « Implementing Principle 21 of the Stockholm Declaration: Regional Efforts to Regulate Transboundary Air », in J. Ebbesson et D. Langlet, *Fifty Years of International Environmental Law: Developments since the 1972 Stockholm Conference* (Cambridge University Press, 2026) ; Phoebe Okowa, « Act of State and Diplomatic Protection in the Modern Constitution: Two Case Studies », in S. Choudhry, M. Hailbronner et M. Kumm, *Global Canons in an Age of Uncertainty: Debating Foundational Texts of Constitutional Democracy and*

Human Rights (Oxford University Press, 2024) ; Phoebe Okowa et Olivia Flasch, « Reflections on Ecocide as a Fifth Crime Under the Rome Statute of the International Criminal Court », in Carsten Stahn et Rafael Braga da Silva (sous la dir. de), *The International Criminal Court in Its Third Decade: Reflecting on Law and Practices* (Brill/Martinus Nijhoff, 2024) ; Phoebe Okowa, « Issues of Admissibility and the Law on International Responsibility », in Malcolm Evans (sous la dir. de), *International Law* (Oxford University Press, 2024) ; Phoebe Okowa, « Transboundary Air Pollution », in Jacqueline Peel et Lavanya Rajamani (sous la dir. de), *The Oxford Handbook of International Environmental Law* (Oxford University Press, 2021) ; Phoebe Okowa, « Principle 18: Notification and Assistance in Case of Emergency », in Jorge E. Viñuales (sous la dir. de), *The Rio Declaration on Environment and Development: A Commentary* (Oxford University Press, 2015) ; Phoebe Okowa « The International Court and the Legacy of the Barcelona Traction Case », in Charles C. Jalloh et Olufemi Elias (sous la dir. de), *Shielding Humanity: Essays in International Law in Honour of Judge Abdul G. Koroma* (Brill, 2015) ; Phoebe Okowa, « The Security Council, the African Union and the International Criminal Court: Anatomy of a Problematic Relationship », in Jonas Ebbesson, Maries Jacobsson et al. (sous la dir. de), *International Law and Changing Perceptions of Security: Liber Amicorum Said Mahmoudi* (Brill Nijhoff, 2014) ; Phoebe Okowa et Malcolm Evans, « Approaches to Responsibility in International Courts », in Malcolm D. Evans et Panos Koutrakos (sous la dir. de), *The International Responsibility of the European Union: European and International Perspectives* (Hart Publishing, 2013) ; Phoebe Okowa, « Responsibility for Environmental Damage », in Malgosia Fitzmaurice et al. (sous la dir. de), *Research Handbook on International Environmental Law* (Edward Elgar, 2010) ; Phoebe Okowa, « Interpreting Constitutive Instruments of International Criminal Tribunals: Reflections on the Special Court for Sierra Leone », in Malgosia Fitzmaurice et al. (sous la dir. de), *Treaty Interpretation and the Vienna Convention on the Law of Treaties: 30 Years On* (Martinus Nijhoff, 2010) ; Phoebe Okowa, « The Legal Framework for the Protection of the Environment Against Transboundary Air Pollution: A Reflection on Customary and Treaty Law », in Harry Post (sous la dir. de), *The Protection of Ambient Air in International and European Law* (Eleven International Publishing, 2009) ; Phoebe Okowa, « Environmental Justice in Situations of Armed Conflict », in Phoebe Okowa et Jonas Ebbesson (sous la dir. de), *Environmental Law and Justice in Context* (Cambridge University Press, 2009) ; Phoebe Okowa, « The Legal Framework for the Protection of Natural Resources in Situations of Armed Conflict », in Willem J. M. van Genugten et al. (sous la dir. de), *Criminal Jurisdiction 100 Years after the 1907 Hague Peace Conference: 2007 Hague Joint Conference on Contemporary Issues of International Law* (T.M.C. Asser Press, 2009) ; Phoebe Okowa, « The Legacy of Trail Smelter in the Field of Transboundary Air Pollution », in Rebecca M. Bratspies et Russell A. Miller (sous la dir. de), *Transboundary Harm in International Law: Lessons from the Trail Smelter Arbitration* (Cambridge University Press, 2006) ; Phoebe Okowa, « United States Unilateralism in a Multilateral Legal Order », in Mary Buckley et Robert Singh (sous la dir. de), *The Bush Doctrine and the War on Terrorism: Global Responses, Global Consequences* (Routledge, 2006) ; Phoebe Okowa, « Defences in the Jurisprudence of International Tribunals », in Guy Goodwin-Gill et Stefan Talmon (sous la dir. de), *The Reality of International Law: Essays in Honour of Ian Brownlie* (Oxford University Press, 1999) ; Phoebe Okowa, « Environmental Dispute Settlement: Some Reflections on Recent Developments », in Malcolm D. Evans (sous la dir. de), *Remedies in International Law: The Institutional Dilemma* (Hart Publishing, 1998) ; Phoebe Okowa, « Legal Consequences of EC Participation in International Environmental Agreements », in Malcolm D. Evans (sous la dir. de), *Aspects of Statehood and Institutionalism in Contemporary Europe* (Dartmouth, 1997) ; Phoebe N. Okowa et Albert M. Mwangi, « Land Tenure and Forest Resource Management », in Calestous Juma et J. B. Ojwang (sous la dir. de), *In Land We Trust: Environment, Private Property and Constitutional Change* (Zed Books, 1996).

Articles de revues, commentaires et analyses

Phoebe Okowa et Sean O'Reilly, « Arguing for Systemic Integration of the UN Climate Regime at the ICJ », *International Institute for Sustainable Development* (2025) ; Phoebe Okowa, « The Pitfalls of Unilateral Legislation in International Law: Lessons From Conflict Minerals Legislation », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 69, n° 3 (2020) ; Phoebe Okowa, « Blood Oil: A Plea for Progressive Reform or a Philosopher's Utopia? », analyse de l'ouvrage de Leif Weinar, *Blood Oil: Tyrants, Violence, and the Rules that Run the World* (Oxford University Press, 2015) ; Phoebe Okowa, « Sovereignty Contests and the Protection of Natural Resources in Conflict Zones », *Current Legal Problems*, vol. 66, n° 1 (2013) ; Phoebe Okowa, « The International Court of Justice and the Georgia/Russia Dispute », *Human Rights Law Review*, vol. 11, n° 4 (2011) ; Phoebe Okowa, « State and Individual Responsibility in Internal Conflicts: Contours of an Evolving Relationship », *Finnish Yearbook of International Law*, vol. 20 (2009) ; Phoebe Okowa, « Case Concerning Ahmadou Sadio Diallo (*Republic of Guinea v Democratic Republic of the Congo*) Preliminary Objections », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 57, n° 1 (2008) ; Phoebe Okowa, « Natural Resources in Situations of Armed Conflict: Is there a Coherent Framework for Protection? », *International Community Law Review*, vol. 9, n° 3 (2007) ; Phoebe Okowa, « Congo's War: The Legal Dimension of a Protracted Conflict », *British Yearbook of International Law*, vol. 77, n° 1 (2006) ; Phoebe Okowa, « Case Concerning Armed Activities on the Territory of the Congo (*Democratic Republic of the Congo v Uganda*) », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 55, n° 3 (2006) ; Phoebe Okowa, « Necessity, Proportionality and the Use of Force by States, by Judith Gardam », *Modern Law Review*, vol. 69, n° 4 (2006) ; Phoebe Okowa, « The Responsibility of States for International Crimes By Nina H. VB Jorgensen », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 50, n° 4 (2001) ; Phoebe N. Okowa et Malcolm D. Evans, « Case Concerning the Gabcikovo-Nagymaros Project (*Hungary/Slovakia*) », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 47, n° 3 (1998) ; Phoebe Okowa, « Procedural Obligations in International Environmental Agreements », *British Yearbook of International Law*, vol. 67, n° 1 (1996) ; Phoebe Okowa, « The European Community and International Environmental Agreements », *Yearbook of European Law*, vol. 15, n° 1 (1995) ; J. B. Ojwang et Phoebe N. Okowa, « The One-Party State and Due Process of Law: The Kenyan Case in Comparative Perspective », *African Journal of International and Comparative Law*, vol. 1 (1989).